



NEWSLETTER

N° 9/2015 15 septembre 2015

Personne de contact :

M. Sylvain Hoffmann
T. : 27 494 200
sylvain.hoffmann@csl.lu



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200
F +352 27 494 250
www.csl.lu
csl@csl.lu

LES INÉGALITÉS DE REVENU : UN FREIN À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE QUI PEUT ÊTRE COMBATTU PAR DES CHOIX POLITIQUES

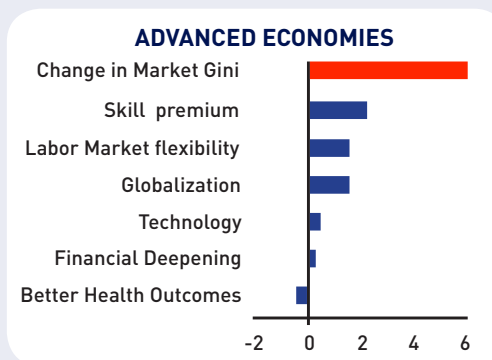
Dans un récent *Staff Discussion Note*¹, plusieurs auteurs du FMI se sont intéressés plus précisément aux liens existant entre inégalités et croissance économique. En effet, des auteurs affiliés au FMI avaient déjà établi, en 2014, l'existence d'une corrélation négative entre inégalités et taux de croissance du PIB². Autrement dit, plus les inégalités augmentent, plus la croissance économique a tendance à ralentir.

Dans l'article de juin 2015, les auteurs s'intéressent donc plus particulièrement aux canaux de transmission expliquant le ralentissement de la croissance suite à l'augmentation des inégalités. Selon le type de pays considéré, économies développées

ou pays émergents ou en voie de développement, les mécanismes à l'œuvre ne sont pas les mêmes, certains facteurs ayant plus d'impact dans les premiers que dans les seconds, et *vice versa*.

Pour les économies avancées, ce sont les compétences, une libéralisation excessive du marché du travail ainsi que la globalisation (surtout par le biais des marchés financiers et des opportunités d'investissement que ceux-ci offrent aux plus riches) qui contribuent le plus aux inégalités de revenu (avant transferts sociaux et impôts). Ainsi, ces facteurs font, selon les estimations des auteurs, augmenter le coefficient de Gini de près de 6 points.

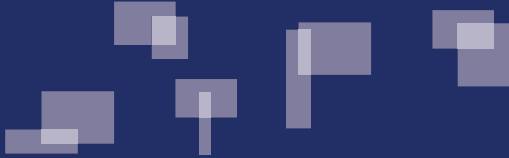
Décomposition de l'impact sur les inégalités de revenu brutes (différence entre valeur actuelle de l'indice de Gini et la valeur au milieu des années 1980 ; en points de coefficient de Gini)



Source : FMI

¹ Era Dabla-Norris et al., *Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective*, IMF SDN/15/13, juin 2015. Rappelons que ce document n'engage pas officiellement le FMI.

² Jonathan D. Ostry et al., *Redistribution, Inequality, and Growth*, IMF SDN/14/02, février 2014.



La hausse des inégalités ne reste cependant pas sans conséquences au niveau macroéconomique. En effet, selon les estimations présentées, une hausse de 1 point de pourcentage (pp.) de la part des revenus des 20% d'individus les plus riches implique une réduction du taux de croissance du PIB de 0,08 pp. Toutefois, si c'est la part des revenus des 20% d'individus les plus pauvres qui augmente, la croissance du PIB serait de 0,38 pp. plus élevée. Ces résultats s'avèrent être relativement robustes et viennent confirmer des études similaires, comme celles de l'OCDE par exemple. De façon générale, plus les personnes dont le revenu s'accroît sont aisées, plus l'impact positif sur le taux de croissance économique s'amoindrit, jusqu'à devenir négatif pour la tranche de population plus aisée ; ce qui vient remettre à mal la théorie du ruissèlement³ prônée par les économistes libéraux.

Pour réduire les inégalités et donc favoriser la croissance économique, les auteurs, loin de considérer les inégalités de revenu comme une fatalité, préconisent, sur base des résultats de leur analyse, plusieurs pistes d'action.

Dans un premier temps, les auteurs confirment que la réduction des inégalités par le biais de la fiscalité et des transferts sociaux a, en général, un

effet bénéfique sur la croissance de la plupart des pays. En effet, on offre ainsi aux ménages à revenus modestes plus d'opportunités tout en renforçant la stabilité sociale et politique. En procédant par le biais de la politique budgétaire, on renforce par ailleurs la stabilité macroéconomique et on minimise l'impact des crises économiques et financières qui souvent touchent de façon disproportionnée les personnes les moins bien rémunérées. À titre d'exemple de mesures possibles dans ce domaine, les auteurs citent un recours accru aux impôts sur le patrimoine et la propriété, une imposition du revenu plus progressive, le combat contre l'évasion fiscale ainsi qu'un meilleur ciblage des transferts sociaux. De plus, la réduction des dépenses fiscales, qui souvent ne bénéficient qu'aux plus riches, et des abattements sur certains types de revenus (capital et spéculation par exemple), permettrait d'accroître l'équité entre toutes les formes de revenus.

Dans un monde où la technologie progresse à un rythme de plus en plus rapide, l'éducation est un facteur crucial afin d'accroître les compétences et réduire la dispersion des revenus. Pour les pays développés, il s'agit essentiellement d'améliorer la qualité de l'enseignement secondaire et supérieur afin que la population dispose du savoir-faire

nécessaire pour faire face à un marché de l'emploi de plus en plus dépendant des nouvelles technologies.

Dans le même ordre d'idées, les institutions et politiques du marché du travail revêtent elles aussi une importance considérable. Une création dynamique d'emplois peut soutenir les travailleurs pauvres et à revenus moyens. Un salaire minimum à des niveaux appropriés et des politiques actives de l'emploi facilitant la recherche d'emploi peuvent fortement réduire les inégalités de revenus salariaux. Aussi, les analyses montrent qu'une diminution des taux de syndicalisation va de pair avec une part accrue des revenus revenant aux plus aisés tandis qu'une part élevée de personnes travaillant à temps partiel ou avec des contrats temporaires exacerbe les inégalités.

Globalement, croissance économique et réduction des inégalités ne sont pas des objectifs contradictoires, au contraire. Outre les facteurs mentionnés ci-avant, il convient également de favoriser l'innovation et faire monter les biens et services dans la chaîne de valeurs tout en s'assurant que les revenus engendrés bénéficient à tout le monde, afin de combattre la montée des inégalités et redynamiser la croissance économique.

³ Mieux connue sous sa désignation anglaise : *trickle down economics*.